



# De la question coloniale à la crise identitaire

**FRANCE ALGERIE • Le cinquantenaire de l'indépendance algérienne, le 5 juillet, donne l'occasion à la France d'éclairer les aspects refoulés de son passé colonial, postule le sociologue Réda Benkirane, dans une lettre ouverte au président Hollande.**

**RÉDA BENKIRANE**

Lettre au Président français,

Monsieur le Président, les cinq prochaines années de votre mandat seront l'occasion de traiter une pathologie qui n'en finit pas de miner les principes universels de la société française, de freiner son dynamisme interne et de contrarier son rayonnement international. Plus que la crise économique, une crise identitaire affecte le devenir d'une société qui, depuis près d'un demi-siècle, n'est plus de substrat rural ni à vocation coloniale. Ce sont désormais des antagonismes exclusifs de type dedans-dehors qui structurent les rapports entre Ville et Banlieue, entre Centre et Périphérie, entre Soi et non-Soi.

Le constat clinique de cette psychopathologie identitaire est vite établi. Rappelons tout d'abord que l'identité a même été érigée en Ministère. Depuis trop d'années, la politique, l'intelligentsia et les grands médias français manifestent ce trouble obsessionnel consistant à essentialiser l'origine et la religion de certains des citoyens de la République. Au niveau de la citoyenneté ordinaire, beaucoup ne comprennent pas pourquoi leurs rues sont animées de concitoyens dont la couleur de la peau, la texture et la coiffe des cheveux, le vêtement, l'accent, l'odeur, le bruit dérangeant et dérogent à leur vision idéalisée de la francité. La crainte incessante d'une immigration galopante et débordante, la hantise de la religion islamique et de sa visibilité, le rejet panique face à toute demande de reconnaissance des maux causés par le colonialisme et l'esclavage, tout cela fonde une véritable pathologie identitaire.

Comment donc dépasser des rapports inconciliables entre un «nous» mythifié et des «autres» différés pas plus loin que l'autre versant du boulevard périphérique? Où précisément opérer la suture mentale des diverses facettes de la francité contemporaine? Comment faire admettre la normalité, les potentialités d'un «nous autres Français»?

Entreprendre un processus de guérison du dysfonctionnement iden-

titaire passe d'abord par un geste de reconnaissance de la question coloniale pour ses aspects refoulés relatifs en premier lieu à l'histoire de l'Algérie française. Un déni d'histoire persiste et insiste dans la culture française contemporaine. Pour conjurer le mal-être français face à l'étrangeté d'une partie de sa propre population, le temps est venu de faire remonter en surface un certain nombre d'impensés sur le passé antérieur. Nous évoquons un temps où, pour paraphraser Péguy, la surface de la terre où la langue française était parlée se mesurait aux canons et aux mitraillettes.

A l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, il est en votre pouvoir, Monsieur le Président, d'adresser au peuple algérien un message de fraternité pour les malheurs qu'il a endurés, tout en assumant la responsabilité historique de la France. Si la France est restée cent trente-deux ans en Algérie, c'est qu'il y eut identification complète: «L'Algérie, c'est la France.» Ce geste de reconnaissance et d'excuse, que la France devra tôt ou tard accomplir vis-à-vis d'un peuple colonisé comme rarement dans l'histoire, a été attendu des décennies durant. Mais il manquait des hommes et des femmes d'Etat pour porter cette parole de vérité au nom du peuple français et de ses idéaux universels. On ne peut pas rester indéfiniment otage d'un passé auquel on n'a pas participé et dont pour l'essentiel plus personne ou presque ne peut endosser le projet impérialiste: vous avez la légitimité, l'indépendance et, je crois aussi, le courage pour clamer cette parole de vérité.

Certes l'administration coloniale de dizaines de peuples n'entraîna pas que ruines et désolation: une loi positive a d'ailleurs été approuvée en ce sens au parlement français. Et ceux qui d'ailleurs s'engagèrent, y compris les armes à la main, contre le colonialisme sont généralement de culture française et ont fait la différence entre la France et sa politique coloniale. Aujourd'hui, la surface de la terre où l'on parle français pourrait représenter un



Alger, 29 juin 1962. Un Algérien repeint sa façade aux couleurs de l'indépendance. KEYSTONE

pôle géoculturel qui se mesure en termes de chantiers éducatifs, de réseaux universitaires, d'outils de savoir et de faisceaux d'entre-connaissance.

En tant que culture de la domination, le colonialisme fut un viol qui n'a laissé indemne ni les colonisés ni les colonisateurs. Si l'Algérie indépendante a elle aussi opéré un refoulement de certains épisodes de sa guerre de libération, si elle a connu la dictature puis la guerre civile, cela montre que l'on ne sort pas facilement de plus d'un siècle de colonialisme et qu'elle aussi, tôt ou tard, devra affronter ses propres démons du passé et du présent, et mettre des mots pour traiter sa propre crise identitaire.

Pour ce qui est de l'Etat français, tant qu'il n'aura pas clairement expliqué ce qui s'est passé durant des décennies et des siècles, condamné ce qui aujourd'hui relève de crimes de guerre et contre l'humanité, la discorde identitaire, le rejet et la discri-

mination trouveront un champ fertile dans le refoulement du passé. Ce que vous pouvez entreprendre par ce geste et l'expression de regrets, Monsieur le Président, est une identification qui replace l'histoire du colonialisme, de ses manifestations et ses conséquences contemporaines dans une destinée commune. Ceci permettrait d'expliquer justement pourquoi un Corse, un Kabyle, un Martiniquais, un Basque, un Sahélien, un Alsacien se retrouvent partager un devenir commun au sein de l'espace national.

Reconnaissez, Monsieur le Président, au nom de toutes les victimes – civils algériens, pieds noirs, harkis, soldats français – l'expropriation et la déportation, les massacres de Sétif et Guelma, l'usage du napalm et de la torture. Que votre présidence soit aussi l'occasion d'ouvrir vos universités et vos laboratoires à tous ces jeunes qui, issus de cette histoire

occultée, cherchent – dans le passé ou la religion – comment produire du savoir et du sens. Ce faisant, vous encouragerez et inséminerez l'esprit critique français pour repenser des questions aussi majeures que l'égalité et la diversité des individus, le pluralisme culturel, le rôle et le devenir du fait religieux dans une mondialisation qui produit à la fois standardisation et différenciation.

En vous adressant au peuple algérien au nom du peuple français, vous vous adresserez à tous les autres peuples ayant subi le colonialisme, et avant cela la déportation et l'esclavage. Cette démarche solennelle, symbolique est une manière de poser un regard lucide et calme sur le passé et de prendre soin de l'avenir. Pour en finir aussi avec le culte idolâtre de l'identité.

\* Sociologue, consultant international à Genève, chercheur associé au Centre Jacques Berque (Rabat).

## L'AVENIR DÉPEND DES MOBILISATIONS POPULAIRES

**ENVIRONNEMENT •** A la suite de la déclaration finale du sommet Rio+20, Olivier de Marcellus rappelle que les émissions de gaz à effet de serre battent chaque année de nouveaux records.

Comme prévu, Rio +20 a marqué un nouveau recul dans les engagements des Etats pour préserver le climat et notre biosphère, la déclaration officielle «conciliante» Développement Durable et Economie Verte avec un pillage redoublé des ressources et une croissance illimitée. Aucun accord contraignant n'a été conclu. Pas étonnant, puisque que les pays riches, responsables de 75% des gaz à effet de serre (GES), ne veulent plus admettre leur plus grande responsabilité en la matière.

Pire! Sans reprendre aucune des propositions des mouvements sociaux – par exemple l'encouragement d'une agriculture paysanne émettant beaucoup moins de GES que l'agro-business – la porte a été ouverte à une privatisation et une financiarisation généralisée de la nature. Cela malgré le constat d'échec total du marché des droits d'émissions (c'est-à-dire de polluer), les émissions de GES battant chaque année de nouveaux records.

Les traders et hedge funds de Genève, qui profitent de ce paradis fiscal pour piller la planète, contrôlant depuis ici une grande partie du marché mondial du grain, du minerai, du pétrole, du charbon, du gaz – et des droits de polluer! – peuvent se réjouir.

Plus que jamais, l'avenir dépend des mobilisations populaires, pour imposer partout des alternatives au niveau local. C'est pourquoi nous avons été déçus que *Le Courrier* n'ait pas couvert notre «Visite Guinée de la Genève du Trading», petite satire pour marquer Rio et insister sur la nécessité que Genève réoriente son développement dans un sens plus positif pour la planète et pour ses habitants.

OLIVIER DE MARCELLUS,  
pour la Coordination Climat Justice  
Sociale, [www.fsl-geneve.org/CJS\\_PhotosTradingTour.html](http://www.fsl-geneve.org/CJS_PhotosTradingTour.html)

## CENSURE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**SANTÉ** Alison Katz souhaite connaître la position du Club suisse de la presse sur la participation des médias alternatifs aux conférences de presse.

Le lundi 14 mai 2012, une conférence de presse sur le thème «La Suisse dans la Santé Globale: politique extérieure suisse en matière de santé et la réforme de l'OMS» présidée par Guy Mettan, était organisée au Club suisse de la presse.

En tant que membre du People's Health Movement (PHM), j'ai assisté à cet événement afin de faire un rapport au réseau d'information du PHM «Kabissa network». association internationale de professionnels de la santé.

D'autres «simples citoyen(ne)s» assistaient à cette conférence de presse, dont l'intérêt était la position de la délégation Suisse sur l'Accord du 28 Mai 1959 entre l'OMS et l'AIEA (WHA 12-40) qui empêche la première d'accomplir sa mission constitutionnelle en matière de rayonnements et de santé.

Après les présentations des quatre ambassadeurs, les participants étaient invités à poser des questions. Il y avait une dizaine de journalistes dans la salle dont cinq ou six ont posé des questions. Guy Mettan a signalé plusieurs fois un «non» vigoureux à une femme qui levait la main pour poser une question. Il a informé la salle que la conférence de presse était pour les journalistes professionnels et qu'il ne prendrait pas de questions de la part d'autres personnes dans la salle.

L'ambassadeur Silberschmidt est intervenu pour dire que lui et les autres ambassadeurs du gouvernement suisse répondraient volontiers aux questions des citoyen(ne)s. Obligé de montrer un peu de bonne volonté et du respect

pour la démocratie, M. Mettan a annoncé que les journalistes munis de cartes avaient la priorité et qu'ensuite il permettrait une question d'une seule autre personne dans la salle.

Etonnée de ce qui ressemblait à la censure de la société civile et des médias alternatifs, j'ai remarqué qu'il n'y avait aucune autre question de la part des journalistes et qu'il restait encore vingt minutes.

«Vous êtes là pour faire de la propagande», répond Guy Mettan, et il annonce que la conférence de presse est terminée. Il ajouta: «Vous êtes là pour critiquer l'OMS.»

Monsieur Raphael Saborit, porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères, est venu épauler M. Mettan, utilisant les mêmes propos que ce dernier. Son geste a quelque peu entaché la courtoisie et l'ouverture démontrées par les quatre ambassadeurs.

Je rappelle que «le CSP a été fondé par l'Etat de Genève et la Ville de Genève pour les institutions publiques». J'imagine que le CSP reconnaît pleinement la légitimité et la valeur des médias alternatifs et la nécessité d'offrir les facilités pour ces réseaux dans l'intérêt de la pluralité des sources d'information et de la libre expression. Vu le fait qu'une grande partie de l'information aujourd'hui est diffusée à travers les médias alternatifs (souvent les réseaux

électroniques), il serait important de connaître la position du Club suisse de la presse sur la participation aux conférences de presse des nombreuses personnes actives dans la diffusion de l'information par ces réseaux.

ALISON KATZ  
Genève

## LE POIDS DE L'HISTOIRE

**IMMIGRATION** Jean-François Dunoyer se demande si l'origine d'un citoyen peut inférer sur ses actes politiques.

De Gaulle disait «...le patriotisme, c'est aimer son pays, le nationalisme c'est haïr celui des autres.» On est toujours étonné d'observer une exacerbation patriotique chez certains compatriotes d'ascendance étrangère, un certain zèle à survaloriser leur patrie d'adoption.

Pourquoi tel tribunal politique suisse, dont l'ascendance est autrichienne, se fait pourfendeur de minarets? Pourquoi tel ex-président français, dont l'ascendance est hongroise, se fait plus patriote qu'un ancien combattant de 14-18 et plus défenseur des chrétiens d'Occident qu'un croisé?

Tentons deux explications. Dans les années septante, le professeur W. Doise, de l'université de Genève, mène des expériences démontrant que la personne s'intégrant à un groupe exprime souvent des caractéristiques propres au grou-

pe allant au-delà de celles demandées (ce qu'il nomme «renforcement catégoriel»). Cette sorte de zèle peut s'expliquer par un fort besoin d'appartenance, qui fera dire parfois d'un naturalisé qu'il est «...plus suisse qu'un Suisse». Ça marche, bien sûr, pour toutes les nationalités!

Deuxièmement, il faut tenir compte du poids l'histoire. La ville italienne d'Otrante fut, au XV<sup>e</sup> siècle, le théâtre de massacres. On dit encore aujourd'hui, lorsqu'un événement grave survient: «mamma mia...i turchi». Il est des peurs ancestrales qui restent dans l'inconscient collectif. On se souvient des exactions de nationalistes serbes à l'encontre de personnes de culture musulmane. Les Serbes justifiaient leurs actes en rappelant leur rôle de héros de la résistance face à la conquête ottomane. La Hongrie et l'Autriche eurent également à souffrir de cette invasion. Il est vrai que les Ottomans n'ont pas laissé que le croissant-beurre comme souvenir du siège de Vienne!

On comprend que de tels phénomènes fassent parfois «déraper» certains concitoyens mais, lorsqu'il s'agit de «responsables politiques», il vaut mieux veiller à ce que leurs actes de ne soient pas trop «irresponsables»!

JEAN-FRANÇOIS DUNOYER,  
Genève